



**ASSEMBLÉE NATIONALE  
DU QUÉBEC**

**EXTRAIT DE PÉTITION  
(Conforme au Règlement)**

**Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale, signée par 286 pétitionnaires.**

**Désignation : Citoyens et citoyennes du Québec**

**Les faits invoqués sont les suivants :**

**CONSIDÉRANT QUE** la pertinence des bonis après rémunération dans le domaine public et parapublic doit être remise en cause;

**CONSIDÉRANT QUE** des primes de toutes sortes sont présentement versées sans véritable fondement et/ou selon des conditions hautement discutables;

**CONSIDÉRANT QUE** selon un récent rapport de la Vérificatrice générale du Québec, il existe un manque flagrant de rigueur au niveau de ces mêmes primes, bonis et politiques de rémunération offerts aux hauts dirigeants;

**CONSIDÉRANT QUE** le total de ces sommes pourrait être réinvesti dans les services de première ligne, directement aux citoyens, aux usagers, aux clients;

**CONSIDÉRANT QUE**, entre autres, une meilleure qualité de vie dans le secteur public peut être avantageusement comparée à la rémunération qui prévaut dans le secteur privé;

**CONSIDÉRANT QUE** certains groupes d'employés, à travers leurs conventions collectives, aient choisi ce mode de rémunération et qu'il pourrait facilement, à l'échéance de ces dernières, être remplacé par un autre mode plus transparent et équitable;

**Et l'intervention réclamée se résume ainsi :**

Nous, soussignés, demandons au gouvernement du Québec :

- De mettre un terme à ces pratiques, avec diligence, le plus rapidement possible;
- D'encadrer et de clarifier les politiques de rémunération dans toutes les sphères de l'État;
- De mettre à jour les politiques et les décrets permettant de toucher des primes offertes aux hauts dirigeants en s'assurant de servir le bien commun et non uniquement l'individu qui la perçoit.

**Je certifie que cet extrait est conforme à l'original de la pétition.**

**Vincent Marissal, député de Rosemont**

**Date de signature de l'extrait**